

51455

POUR SURVIVRE

Problème des minorités

Texte de la conférence prononcée

— par —

Mgr M. BAUDOUX, P. D.
Au Cercle Universitaire
le 4 mai 1945

APPEL AU QUÉBEC

LE COMITÉ DE SOUSCRIPTION DE MONTRÉAL
ÉDIFICE LA SAUVEGARDE

CHAMBRE 91

—

MONTRÉAL
MANIOC.org

Médiathèque Michel-Crépeau
Communauté d'agglomération de La Rochelle

MANIOC.org

Médiathèque Michel-Crépeau

Communauté d'agglomération de La Rochelle

51455
51455

INTRODUCTION

Nous sommes heureux de reproduire le texte d'une magnifique conférence prononcée au Cercle Universitaire, à Montréal, le 4 mai 1945, par Monseigneur M. Baudoux, P.D., curé de Prud'homme, Sask.

Monseigneur Baudoux, fils de l'Ouest, fut le grand animateur de toute la campagne qui se poursuit depuis plusieurs années en faveur d'une radio française pour les groupes minoritaires des provinces des prairies. Il est parfaitement au courant de ce problème et nous sommes persuadés qu'après avoir lu sa lumineuse conférence, tous les nôtres sauront faire généreusement leur devoir envers les groupes canadiens français des provinces de l'Ouest.

Son Excellence Monseigneur J. Charbonneau, Archevêque de Montréal, avait bien voulu accepter la présidence d'honneur du dîner-causerie et il profita de la circonstance pour adresser à son clergé, aux communautés religieuses, à tous ses diocésains un chaleureux appel en faveur de la campagne de souscription de Radio-Ouest-Française.

Son Excellence Monseigneur G. Cabana était à la table d'honneur, entouré de tout l'Épiscopat canadien Français des provinces de l'Ouest. Nous reproduisons dans cette brochure la lettre adressée au Comité Permanent par les Évêques de langue française de l'Ouest, lettre qui constitue un émouvant appel à Québec.



LE PROBLÈME DES MINORITÉS

Par Mgr BAUDOUX

On nous dit souvent, lorsque nous venons dans le Québec, que notre effort de survivance, à nous de l'Ouest, vous sert parfois de stimulant, à vous de l'Est. Ce témoignage nous flatte, naturellement, et nous vous savons infiniment gré de nous encourager de la sorte, par un procédé positif d'éducation qui, glissant sur les défaillances accidentelles, tonifie beaucoup mieux que le reproche. Mais en vérité nous ne saurions jamais trop vous redire comme il nous est bon de venir nous retremper parmi vous. Pensez à l'enfant qu'un bobo jette dans les bras de sa mère et qui, bientôt réconforté, retourne aussitôt à ses occupations. Eh bien ! nous sommes les enfants du pays, attachés au Québec par toutes les fibres du cœur. Nous revenons instinctivement dans la province-mère lorsque nous en ressentons le besoin chaque fois que les circonstances le permettent. Nous venons avec confiance et nous retournons là-bas réconfortés.

Pour traiter des problèmes des minorités, il convient au préalable de les situer. Je soulignerai ensuite les principaux problèmes qui nous confrontent. Et pour compléter, j'indiquerai les solutions que nous avons adoptées.

A—Notre situation

D'après le recensement fédéral de 1941, nous sommes un peu plus de 150,000 de race

française dans les provinces des prairies, c'est-à-dire le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta. Je rappelle que la superficie habitée de ces trois provinces est de 125,000 milles carrés et que leur population totale est de 2,400,000. Notre groupe ethnique qui est passablement éparpillé dans ce vaste territoire, compte donc pour un peu plus de 6% de l'ensemble de la population, qui est cosmopolite et en majeure partie agricole.

La comparaison des chiffres de 1941 avec ceux du recensement décennal précédent nous permet de faire une constatation importante ... et intéressante pour notre groupe; l'augmentation de la population totale, entre 1931 et 1941, n'est que de 40,000; l'augmentation de notre population, durant cette période, est de 10,000, soit 25% du total.

Bien que nos gens habitent un peu partout dans les trois provinces et nulle part ne constituent des agglomérations bien considérables, on peut distinguer des lieux géographiques où ils se sentent davantage chez eux qu'ailleurs.

Le Manitoba est le plus favorisé, car il compte deux blocs pas mal compacts, dont le centre d'attraction est Saint-Boniface: le premier longe la Rivière-Rouge, en projection des États-Unis; l'autre se situe en bas de la rivière Assiniboine, en direction du sud-ouest.

La population canadienne-française de la Saskatchewan a été comme semée à la volée à l'époque de la colonisation. On en trouve donc partout. On distingue toutefois le groupe du nord, avec Prince-Albert comme pivot,

et la traînée du sud dont Gravelbourg forme le centre culturel.

Les quatre cinquièmes de la population de l'Alberta habitent le nord de cette province. Trois blocs cohérents: celui d'Éducation et des paroisses qui s'échelonnent vers le nord; celui de Saint-Paul, au nord-est; celui de la Rivière-de-la-Paix, un véritable Québec en miniature, essaimé récemment au delà du Petit Lac des Esclaves.

La grande majorité des nôtres se trouve groupée dans de petites paroisses ayant à leur tête des prêtres de notre race à l'ombre d'un clocher qui abrite une école, des foyers et des magasins où résonne le verbe français.

Des couvents nombreux, que dirigent des communautés de chez nous, reçoivent nos jeunes filles, tandis que, dans chacune des trois provinces, un collège à base catholique et française donne à un bon nombre de nos garçons la formation classique traditionnelle.

Nos foyers reçoivent un hebdomadaire du pays qui s'efforce de répondre à tous leurs besoins.

Dans chacune des trois provinces, une association nationale, dotée d'un secrétariat permanent, relie en faisceau les groupes épars et influe sur toutes les activités canadiennes-françaises.

B — Nos problèmes

Nos problèmes de survivance, dans les provinces des Prairies, peuvent se résumer dans cette interrogation:

Comment, si peu nombreux et si éparpillés,

à une telle distance du groupe québécois et dans l'ambiance étrangère de là-bas, pouvons-nous tenir et même grandir ?

Car je ne vous le cache pas, c'est là notre ambition, messieurs, l'idéal vers lequel nous tendons de toutes nos forces, avec toute l'énergie que notre passé a accumulée en nous et que le fait d'être chaque jour dans la mêlée aiguillonne sans cesse. Nous n'avons pas bronché, dans nos aspirations, depuis Mgr Langevin.

Et notre volonté n'est pas de vivre une vie inhumaine ou inférieure, une vie de parias ou de serviteurs, mais une vie pleine et riche de toutes les valeurs matérielles et spirituelles, naturelles et surnaturelles, une vie d'égaux et de seigneurs. Nous voulons vivre et un jour grandir... à la mesure de notre taille !

Ceci n'est point de la rhétorique chez nous. Rarement nous exprimons verbalement notre idéal; mais nous travaillons chaque jour à le réaliser dans les plus petites choses; souvent nous essayons des insultes cuisantes, qui nous enragent: nous nous taisons presque toujours parce qu'il nous faut vivre aujourd'hui et préparer demain; c'est le but à atteindre qui nous **captive** et c'est la poursuite de ce but qui **compte**.

Esquissons l'analyse de nos problèmes

Il y a d'abord ceux qui surgissent de notre petit nombre et de notre éparpillement, en rapport avec une population qui nous est étrangère de religion et de culture. C'est le problème du milieu et des influences du milieu sur

les individus. Or, le panorama géographique, que les chiffres cités tantôt ont projeté devant vous, montre à l'évidence que nous sommes là-bas dans un milieu qui, loin de nous favoriser, tend continuellement à miner nos sources vives. Le milieu exerce sur nous une pression constante. Au point de vue religieux: la population des Prairies est aux trois quarts non catholique. Au point de vue culturel: pour chaque Canadien français, il y a 17 anglophones. Cette pression du milieu étranger s'exerce avec vigueur, avec violence même, parce que déterminée mathématiquement, dans tous les domaines: celui du foyer par la radio et la presse quotidienne ou professionnelle; celui de l'école et de l'université; celui de la profession; celui des relations sociales; celui des loisirs; celui des affaires. Parce que nous sommes trop peu nombreux et disséminés, nous ne pouvons pas nous suffire à nous-mêmes. Nous sommes assiégés chaque jour.

Il y a aussi le problème de l'ignorance de la masse de nos compatriotes d'autre langue, en ce qui concerne nos positions historiques, constitutionnelles et ethniques. On ne nous connaît pas parce qu'on n'a pas appris l'histoire des débuts, d'ici ou de là-bas; ou on nous connaît mal parce que certains personnages ont intérêt à nous défigurer. Ainsi, les manuels d'Histoire du Canada, en usage dans nos écoles, touchent si légèrement le régime français qu'à vrai dire notre Histoire semble prendre naissance avec le Traité de Paris — le reste, c'est de la préhistoire. Ce que nous appelons le pacte confédératif est représenté comme une concession temporaire, opportune

en 1867, inopportune en 1945. On nous fait grief de vouloir conserver nos caractéristiques distinctives alors que les derniers venus ne résistent pas au malaxeur d'unification.

Le problème de l'ignorance de la masse se complique du problème de l'antipathie d'une bonne part de l'élite: combien ne nous aiment pas parce que nous sommes catholiques de religion et français de culture ! Combien parce que nous sommes canadiens par-dessus tout ! Je me rappellerai toujours les grossières invectives avec lesquelles le président d'une de nos universités m'accueillait, l'an dernier, lorsque je le sollicitais d'appuyer d'une lettre nos démarches pour obtenir le permis d'installer un poste de radio français à Prince-Albert. Grand admirateur de la culture française en public, il s'érigeait violemment contre une telle prétention de notre part: à son sens, les provinces de l'Ouest sont et doivent rester des provinces anglaises et protestantes, dans lesquelles le français ne jouit d'aucun droit. Et voilà cinq semaines, les quotidiens anglais des provinces des Prairies publiaient des nouvelles tendancieuses et des éditoriaux sonnante le ralliement de tous contre le grave danger auquel nos projets de Radio-Ouest française exposent le Canada. A la Chambre albertaine, un député résumait d'une phrase son irréductible opposition, qui est celle de presque tous les siens: "We feel that if any certain race wants to strengthen itself in this country, they should remain in their own home Province, and not try to spread their ideas throughout Canada as a whole.. Nous estimons que si telle race veut se fortifier en ce pays, elle doit

le faire chez elle, dans sa province, sans chercher à répandre ses idées à travers le Canada''.

L'ignorance et l'antipathie se conjuguent donc pour nous livrer, sous le couvert de l'unité nationale, un assaut formidable dont l'enjeu est en définitive notre disparition comme groupe ethnique et culturel distinct. La compréhension d'un tout petit nombre d'anglophones intelligents et bien intentionnés si elle attire notre reconnaissance, ne parvient pas à lever la masse en notre faveur.

Il y a encore le problème de l'école...

C'est de la vieille histoire cela, qui remonte au début de notre siècle quant à la consécration juridique des spoliations accumulées, mais c'est de l'histoire qui se perpétue: la législation scolaire du Manitoba ne permet pas davantage aujourd'hui qu'alors l'enseignement du français, la formation catholique et française de nos enfants dans les écoles pourtant bâties, soutenues, contrôlées par les Canadiens français; la législation scolaire de la Saskatchewan et de l'Alberta permet bien, dans certaines conditions, l'enseignement de la langue française à nos jeunes, mais c'est un privilège qu'ils paient au prix d'une torture pédagogique inhumaine: dans les trois provinces nos écoliers apprennent le français sans qu'on puisse soustraire un iota au programme de toutes les matières scolaires, qui doivent s'enseigner en anglais seulement. Les exigences d'une formation chrétienne et française ne comptent pas pour nos législateurs.

C — Nos solutions

Répetons-le: les dangers et les difficultés qui nous assaillent, si graves et si pressants

qu'ils soient, ne nous découragent pas. Au contraire. La hantise du but à atteindre forme notre armure et entretient notre vitalité. Et le but immédiat à atteindre, c'est de nous conserver suffisamment pour être à même de profiter pleinement, le jour venu, de ces manifestations magnanimes de la Providence que l'histoire a enregistrées à l'égard de la race française.

Il n'est pas question pour nous de chercher à grandir aujourd'hui, sauf au dedans, dans l'âme, dans le plus profond du cœur. Ceci ne nous empêche évidemment pas de prendre un acompte qui nous rapproche de l'idéal entrevu pour plus tard, quand l'occasion s'en présente. Mais la ligne de conduite ordinaire et constante, c'est la consolidation quotidienne de nos forces, moyen le plus efficace d'ailleurs de causer la disparition de nos faiblesses.

Nous nous efforçons donc de faire résolument face aux dangers les plus immédiats, en tenant compte de la réalité quotidienne et en nous servant des instruments mêmes dont nous subissons la menace constante.

Or, je puis vous affirmer ceci en toute honnêteté: nous réussissons à nous maintenir.

Quelqu'un jugera peut-être que mon témoignage ne peut pas être objectif parce que je suis de l'ouest et que j'ai intérêt à plaider la cause des miens. Soit. Mais vous pourriez entendre ici d'autres témoins, qui ne sont venus là-bas qu'en pleine possession de leur maturité d'esprit: des personnages comme Leurs Excellences NN. SS. Cabana, Lajeunesse, Lemieux et d'autres, qui sont de là-bas. Vous avez ici de vos propres gens qui ont vécu

parmi nous, ou qui sont venus ausculter avec soin notre vie religieuse et nationale. Et aucun d'eux ne songera à me démentir, je le sais, puisque c'est à leur prière que je rends témoignage. Enfin, c'est la voix des faits que je dépose au dossier.

Des faits, en voici :

Nous sommes éparpillés physiquement. Eh bien, voilà 33 ans en Saskatchewan, 29 ans au Manitoba, 20 ans bientôt en Alberta, une association provinciale s'est constituée pour briser l'éparpillement physique des nôtres, les arracher à l'isolement, leur donner l'illusion, non la sécurité d'un rapprochement spirituel. Chez nous, l'Association domine tout, relie tout, en dépit des distances. Remarquez bien que je dis l'Association, et non **des** associations, car **des** associations, par la force même de nos tendances individualistes françaises, nous auraient divisés et peut-être dressés les uns contre les autres. Chez nous, n'importe où dans les trois provinces, quand on parle de l'Association, tous savent de quoi il s'agit.

A l'Association est confiée, par les délégués de toutes les paroisses, accourus tous les deux ans de distances très considérables pour un grand nombre, la sauvegarde de tout le groupe dans tous les domaines. A l'exécutif de l'Association siègent les représentants de nos institutions, tel le collègue, de nos journaux, des organismes spécialisés auxquels d'ailleurs l'Association a souvent donné naissance ou qu'elle a encouragés, même financièrement, à l'origine.

Instrument de rapprochement, de cohésion

et de direction générale, l'Association est à la base de toute notre vie nationale surtout par le rôle qu'elle joue dans l'enseignement du français dans nos écoles. Les nôtres savent bien que si nos petits ne pouvaient pas apprendre leur langue à l'école, nous ne pourrions pas durer. Aussi ont-ils chargé l'Association de l'œuvre primordiale d'assurer à tous nos enfants l'avantage d'apprendre notre langue à l'école.

Et l'Association a créé, du néant au Manitoba, d'un vestige dans les deux autres provinces, tout un système d'enseignement du français: placement d'un personnel enseignant canadien-français dans toutes les écoles que contrôlent des commissaires d'écoles de langue française; directives pédagogiques à nos instituteurs: programmes d'études poussant à un plein rendement de l'heure quotidienne de français; visite régulière de nos écoles; examens primés; diplômes. Près de 20,000 de nos jeunes bénéficient ainsi, dans les trois provinces, du travail accompli par nos Associations provinciales.

Ce travail, ardu pour nos enfants et nos instituteurs, lourd pour nos bourses — car nous ne bénéficions de la part des pouvoirs publics que d'une tolérance non monnayée — nous sommes fiers de constater qu'il porte des fruits. Qu'il me soit permis d'illustrer cette affirmation.

Une jeune fille de Gravelbourg, après avoir subi là-bas notre programme d'études dans les conditions que vous connaissez, prépare actuellement son baccalauréat ès arts, au collège de Sillery, à Québec. A l'examen d'en-

trée, voilà deux ans bientôt, elle s'est classée première en composition française. Un de mes jeunes paroissiens a fait son cours primaire dans notre petite école de village et ses lettres dans un de nos collèges classiques de là-bas. Il est entré en philosophie, au collège Saint-Laurent, en septembre dernier et se dispute chaque mois la première place avec l'un des vôtres. Nous avons continuellement, dans vos trois universités de l'Est un bon nombre de nos jeunes, qui réussissent brillamment leurs études. Plusieurs de nos anciens occupent aujourd'hui des positions avantageuses dans le Québec et un Franco-Manitobain de mon cours monte rapidement les degrés de la carrière diplomatique de notre pays.

A l'ignorance de la masse quant à l'existence d'une culture différente de la sienne, aussi bien dans l'Ouest que dans l'Est, nous opposons obstinément le fait de notre **présence**. C'est encore l'argument le plus fort et celui qui nous distrait le moins dans notre tâche de conservation. Nous ne manquons pas une occasion d'agrandir notre patrimoine terrien, pour être plus à l'aise chez nous et installer nos fils dans leurs biens. Nous parlons publiquement notre langue. A l'**Antipathie** d'un trop grand nombre de nos compatriotes de langue anglaise, nous opposons notre volonté de collaborer pleinement avec eux partout pourvu qu'ils ne nous obligent pas à capituler pour collaborer. Ainsi, par exemple, dans le domaine de la coopération l'initiative des nôtres se traduit en chiffres par une participation du quart dans l'actif des caisses populaires et par le même indice dans le nombre

des sociétaires. Or, rappelons-le, nous ne sommes que 6 pour cent. Nous avons introduit le tissage domestique dans les trois provinces, trois ans avant que l'organisation officielle des loisirs l'inscrive à ses programmes. Nous figurons avec avantage dans toutes les manifestations artistiques auxquelles nous avons accès. Notre attitude là-bas, n'est donc certainement pas du chien couchant. Nous respirons avec optimisme, malgré l'air raréfié, malgré les coups de bâtons. Sans bravade, nous allons de l'avant.

N'est-ce pas justement aller sans peur de l'avant, dans le sens de la ligne de conduite que nous nous sommes tracée et que j'ai indiquée tantôt que de nous lancer bravement dans l'entreprise, gigantesque pour nous, qui explique ma présence parmi vous, à savoir la construction, par les nôtres, de quatre postes émetteurs de radio, dans l'ouest ?

Une telle entreprise est née d'une nécessité inéluctable pour nous.

Depuis l'avènement de la radio, un défi a été lancé à notre survivance, au sein même de ce qui forme la source et la base de notre vie catholique et française. L'anglais s'est installé dans nos familles; il s'y est installé avec une omniprésence de maître qui, non seulement nous fait cruellement souffrir dans notre dignité, mais menace d'anéantir toute l'œuvre que nous avons édifiée avec tant de peines et de patience. Car autrefois, quand nos enfants prenaient le chemin de l'école à six ans, ils entraient avec une armure française. A la maison, du berceau à l'enfance, des sons, des syllabes, un esprit français avaient

pénétré ses sens et déjà pétri son âme. Au sortir de la classe, chaque soir, il réintégrait un sanctuaire édifié à la gloire des traditions catholiques et françaises. Il pouvait donc résister à l'ambiance. Aujourd'hui, par la radio, la langue et la pensée anglo-protestantes ont envahi et violé nos foyers. L'éveil des sens et de la raison subit, tour à tour l'infiltration insinuante et le choc brutal d'un génie étranger. Le foyer n'est plus l'oasis qui revivifie et remonte après une journée de peine. Et le mal est d'autant plus grave que l'anglicisation du foyer s'opère par petites doses, apparemment inoffensives, sans presque qu'on s'en aperçoive.

Eh bien! nous avons relevé le gant. Et ce que nous voulons — mais là, que nous voulons avec une volonté que rien ne brisera — c'est que retentisse dans nos foyers, par la radio, la voix puissante du verbe chrétien et français. Elle retentira grâce aux quatre postes émetteurs que nous établirons aux quatre pointes du losange qui marque, dans les Prairies, les points cardinaux de notre vie religieuse et nationale.

Vous dire comment nous en sommes arrivés à cette décision, quelles longues et instantes démarches nous avons entreprises dans l'espoir de trouver une réponse moins onéreuse à ce nouveau problème, nous entraînerait loin. Il y a près de 25 ans que nous nous sommes acharnés à épuiser toutes les autres solutions. Celle-ci nous a poursuivis sans cesse et finalement s'est imposée à nous comme la seule qui puisse nous sauver.

Hier, c'était un projet, longuement redouté

et pourtant amoureusement mûri. Aujourd'hui, j'ai l'immense fierté de vous dire que le projet est entré dans le domaine de la réalité. "Radio-Saint-Boniface, limitée", est actuellement à construire et cet automne au plus tard CKSB, poste de 1000 watts fonctionnant sur une fréquence de 1250 kilocycles, remplira l'air manitobain des syllabes qu'avaient semées, dans le sang et les larmes, La Vérendrye, Aulneau, Provencher, Taché, Langevin et tant d'autres!

Radio-Saint-Boniface, c'est cela, tout cela, Mais c'est encore plus que cela. Par la grâce de Dieu, la colonie de la Rivière-Rouge a joué dans l'ouest un rôle de précurseur au peuple canadien-français. Radio-Saint-Boniface continue ce rôle. Et avec la grâce de Dieu, l'étincelle nouvelle ira se poser dans les deux autres provinces et jailliront alors Radio-Prince-Albert, Radio-Gravelbourg et Radio-Edmonton.

Comprenez-vous pourquoi, mesdames et messieurs, devant la tâche ardue qui s'est imposée à nous, à laquelle nous n'avons pas voulu nous soustraire, nous nous laissons aujourd'hui transporter par un enthousiasme débordant?

Car si Radio-Saint-Boniface est aujourd'hui un fait, si nous sommes certains que nos trois autres postes de l'Ouest naîtront à leur tour dans un avenir qui n'est pas éloigné, c'est parce que nous avons lentement édifié notre survivance, pierre par pierre, c'est parce que nous avons eu confiance en nous-mêmes.

Et comme nous avons eu raison d'entretenir cette confiance.

L'entreprise en marche suppose la réalisation d'un capital de \$300,000. Or, nous ne sommes que 150,000 dans l'Ouest. Qu'importe. A l'automne de 1944, nous avons fait appel à nos gens. Nous ne leur avons pas proposé un placement financier, mais un placement culturel; nous ne leur avons pas demandé de prêter leur argent; nous leur avons demandé de donner leur argent; nous ne leur avons pas vendu des actions: nous leur avons offert une assurance, l'assurance de rester, par la radio, fidèles à leur passé. Et voilà qu'ils ont versé près de \$150,000 à date. A coup sûr, nos quatre postes seront l'ouvrage de nos mains, fécondé par la bonté infinie de Dieu.

Une confiance identique nous anime à votre égard. Vous êtes une partie de nous-mêmes, et nous sommes une partie de vous. Car nous sommes frères. Eh bien, confiants en cette fraternité, nous venons aujourd'hui à vous, pour vous prier de compléter le capital qui nous est nécessaire. Nous savions, avant de commencer, qu'il nous faudrait venir à vous, pour cela comme pour tant d'autres choses. Mais nous ne nous sentions pas le courage de venir avant d'avoir fait notre part.

Le Comité permanent de la survivance française, qui a si bien réussi, voilà deux ans, la souscription nationale en faveur de la presse acadienne, a accepté cette nouvelle tâche. Divisant la province de Québec en deux secteurs, celui de Québec et celui de Montréal, il a confié à MM. Raymond Denis

et Roger Duhamel le secteur de Montréal. Je n'ai pas besoin de faire l'éloge de la Société Saint-Jean-Baptiste, que dirige M. Duhamel: elle s'est toujours intéressée aux groupes français des provinces minoritaires et jamais nous ne nous sommes adressés à elle en vain. Quant à M. Denis, qui préside le secteur de Montréal, comme nous avons été heureux, dans l'Ouest, que le Comité permanent lui ait demandé d'accepter cette tâche! Car M. Denis a donné les vingt-cinq meilleures années de sa vie aux causes nationales de l'Ouest. Et en Saskatchewan, c'est à lui que nous devons notre solide structure canadienne-française. Vous l'avez vu à l'œuvre ici depuis dix ans, se confondant avec vous. Là-bas, son nom reste gravé partout dans les mémoires. Quand, au cours de la campagne de souscription en faveur de Radio-Ouest-Française, vous l'entendrez cet automne plaider notre cause, c'est notre voix que vous entendrez. Si vous nous aimez, veuillez lui assurer votre entière collaboration.

Et ainsi, vous répondrez comme cette autre partie intégrale de vous-mêmes, qui vit là-bas, inébranlablement attachée au même idéal.

Que Dieu le veuille, Mesdames et Messieurs.

APPEL DES ÉVÊQUES DE L'OUEST

ARCHEVÊCHÉ DE SAINT-BONIFACE Manitoba.

Saint-Boniface, le 9 février 1945.

Monsieur l'abbé Paul-w. Gosselin,
Le Comité de la Survivance Française,
Université Laval, Québec.

Cher monsieur l'abbé,

Nous, en une réunion conjointe de l'Épiscopat canadien-français de l'Ouest, désirons par les présentes recommander et appuyer le Comité de la Survivance Française en Amérique dans sa campagne de souscription en Faveur de Radio-Ouest-Française.

Nos paroisses françaises et notre peuple français ont un besoin urgent d'entendre la voix catholique et française de la radio s'ils veulent conserver vivaces la foi, la langue et nos traditions toutes imprégnées de christianisme. L'ambiance matérialiste du milieu influe sur les nôtres pour anémier la foi catholique. L'infiltration habituelle de l'anglais par la radio des postes publics dans les trois Provinces de l'Ouest intensifie chez les nôtres l'anglicisation, et nous sommes convaincus que si nous ne pouvons établir avant bien longtemps des postes de radio française, nous perdrons à la foi et à la langue une proportion grandissante des nôtres.

C'est pourquoi Nous faisons appel à tous nos concitoyens du Québec et des Provinces voisines en faveur de l'œuvre si nécessaire

pour nous de la radio française. Nous croyons, d'ailleurs, que tous les Canadiens français, sont solidaire et que notre fidélité à la foi et à la langue dans les provinces de l'Ouest fortifiera nos Frères de l'Est et les appuyera dans leurs justes réclamations.

D'avance Nous voulons remercier de tout cœur ceux qui voudront nous aider et Nous prions Dieu de les bénir et de les récompenser pour leur générosité.

Veillez -croire, cher monsieur l'abbé, à notre vive reconnaissance pour tous les témoignages d'intérêt que vous-même et le Comité de la Survivance avez voulu nous manifester.

† GEORGES CABANA,
archevêque-coadjuteur,
Saint-Boniface.

† MARTIN LAJEUNESSE, O.M.I.,
Vicaire apostolique
du Keewatin.

† MARIE-JOSEPH LEMIEUX, O.P.,
Évêque de Gravelbourg.

† RÉGINALD DUPRAT, O.P.,
Évêque de Prince-Albert.

HENRI ROUTHIER, O.M.I.,
Pro-Vicaire-Apostolique
de Grouard.

INTRODUCTION

Nous avons tenu à publier un résumé d'une intéressante conférence prononcée par monsieur Raymond Denis, au Séminaire de Valleyfield.

Monsieur Denis vécut longtemps dans l'Ouest. Il fut l'un des fondateurs de l'Association catholique franco-canadienne de la Saskatchewan et il en demeura le président général jusqu'à son départ pour Montréal. Il s'est identifié avec toutes les luttes nationales qui se livrèrent là-bas jusqu'en 1934 et tout comme Monseigneur M. Baudoux, il est convaincu que la possession par les minorités françaises de l'Ouest, de leurs propres postes de radio est une question vitale pour leur avenir religieux et national.

Monsieur Denis qui vit depuis 10 ans parmi nous, continue à servir ses compatriotes de l'Ouest et a accepté la direction de la campagne de souscription dans les régions de Montréal et d'Ottawa. Nous sommes sûrs que nos populations catholiques et françaises répondront avec cœur, avec générosité à l'appel du Comité de souscription.

Extraits d'une conférence prononcée au Séminaire de Valleyfield par M. Raymond Denis, ancien président général des associations nationales de la Saskatchewan.

Depuis un demi-siècle, les groupes franco-canadiens des provinces de l'Ouest résistent héroïquement, farouchement à toutes les tentatives d'assimilation dont ils sont l'objet.

Dans Québec, on est sous l'impression que le pacte de la Confédération fut une entente librement consentie, basée sur l'égalité de deux langues, de deux races, de deux civilisations, et on applique ce Pacte dans son sens le plus large. La minorité anglo-saxonne y est traitée avec justice, avec générosité.

Dans les autres provinces, la majorité anglo-saxonne ignore ce Pacte et affirme qu'il ne s'applique qu'à Québec. Québec est une province bilingue — mais toutes les autres provinces sont anglaises. Le Pacte de la Confédération ne les concerne pas et n'a pas été fait pour elles. Le fait français n'est accepté dans aucune des provinces de l'Ouest. La langue française n'y possède aucun droit et doit être placée sur le même pied que les langues étrangères comme l'allemand ou le russe. C'est l'état d'esprit qui règne dans la plupart des milieux des provinces anglaises.

Ceci explique les lois scolaires qui ont été imposées au Manitoba, en Saskatchewan et jusqu'à un certain point en Alberta.

Au Manitoba, depuis 1916, il est illégal d'enseigner le français dans les écoles publiques de cette province. En Saskatchewan et en Alberta la loi autorise une heure d'enseignement français par jour. Mais en Saskatchewan notamment, il n'existe, du moins officiellement, ni programme d'enseignement français, ni examens, ni inspection, ni diplôme, ni école normale bilingue, c'est-à-dire rien pour permettre aux élèves de retirer un bénéfice appréciable de cette heure d'enseignement français.

Dans cette même province, en 1930, par des textes de loi qui existent encore, on a descendu les crucifix des murs de toutes les écoles publiques, même si celles-ci n'étaient fréquentées que par des catholiques; on a obligé les religieuses à abandonner le costume de leur communauté durant les heures scolaires, et on a pu voir dans nos paroisses canadiennes-françaises les Sœurs de la Présentation ou de Jésus Marie, par exemple, revêtir le costume des veuves pour continuer à donner aux petits Canadiens français de la Saskatchewan un enseignement catholique et français.

Je passe sous silence d'autres amendements à la loi scolaire, par lesquels on exige des commissaires d'écoles des qualifications qu'on ne songe point à demander à nos députés et pas même au premier Ministre du Canada.

Malgré ces injustices, malgré ces attaques, les minorités canadiennes-françaises des provinces de l'Ouest ont continué à grandir, à se développer, à vivre leur vie catholique et française. Les jeunes Canadiens français nés

sur les rives de la Rivière Rouge, de la Saskatchewan, ou aux pieds des Rocheuses, sont demeurés aussi catholiques, aussi canadiens-français que ceux qui sont nés sur les rives du St-Laurent. Ils adorent le même Dieu, professent le même Credo, récitent les mêmes prières, parlent la même langue.

Il se trouve actuellement dans l'Est des fils de l'Ouest qui sont venus demander l'aide de Québec pour la construction de postes français de radio. Ceux qui les ont entendus s'accordent à dire que leur français est aussi pur, aussi élégant que celui parlé par les meilleurs orateurs québécois.

Chaque année, un bon nombre de jeunes gens de l'Ouest viennent dans les Universités françaises de Montréal, de Québec et d'Ottawa où ils réussissent brillamment leurs études et disputent les premières places à leurs compatriotes de Québec.

Récemment, un monsieur Schmidt décrochait le premier prix d'éloquence à la suite d'un concours organisé par l'Université d'Ottawa, triomphant de ses compétiteurs de Québec. Or, ce monsieur Schmidt est un produit des écoles de la Saskatchewan. C'est le petit-fils de Louis Schmidt qui fut secrétaire provincial dans le gouvernement provisoire formé à la Rivière Rouge en 1871 par Louis Riel.

Les luttes qu'on a imposées à nos minorités françaises n'ont fait qu'augmenter leur volonté de survivance. Elles ont consenti les sacrifices nécessaires sans jamais se plaindre.

Leurs associations de défense nationale, l'Association d'Éducation au Manitoba, l'Asso-

ciation Catholique franco-canadienne en Saskatchewan, l'Association franco-canadienne en Alberta ont su maintenir et développer l'enseignement du français dans les écoles, en dépit de circonstances difficiles. Elles ont organisé cet enseignement par des programmes français, des concours, des diplômes, le recrutement du personnel enseignant, la visite des écoles, travail qui, normalement, relève des autorités provinciales. Grâce à leurs efforts, et à coups de sacrifices constants, les jeunes de l'Ouest continuent à apprendre et à chérir leur langue française.

Ceci ne les empêche pas, d'ailleurs, d'étudier et de maîtriser la langue anglaise dont la connaissance là-bas est nécessaire, mais dans des paroisses rurales, fondées il y a 50 ou 75 ans, on entend parler français comme dans les rues des villages de Québec. C'est la survivance de la race qui se continue.

Mais un nouveau danger qui remonte déjà à plusieurs années menace nos minorités et met en péril toute leur armature nationale, c'est celui de la radio anglaise.

La survivance française a été rendue possible grâce à la paroisse qui joue là-bas le rôle qu'elle a toujours joué dans Québec, grâce à l'école que les minorités ont défendue avec ardeur, mais grâce surtout au foyer, sanctuaire national par excellence,— parce qu'on parle français dans nos familles canadiennes-françaises de l'Ouest. — Quand un petit bonhomme veut faire coudre son bouton de culotte, il faut qu'il le demande en français à sa mère. L'anglais peut être la langue prédominante dans les affaires ou dans les rues

des villes, mais à la maison c'est le français qui règne tout puissant et sans partage.

Quand les enfants, à l'âge de six ans, commencent à fréquenter l'école, déjà ils ont l'âme française et ils ont inconsciemment emmagasiné en eux des réserves insoupçonnées de résistance à l'assimilation. Chaque jour, avant le départ pour l'école, ou au retour, ils se retrempe dans la famille, dans une atmosphère absolument française, et ils sont immunisés contre les influences extérieures. La famille, c'est le château fort de toutes les résistances. Mais aujourd'hui, ce château fort à son tour est battu en brèche. La radio anglaise l'assiège continuellement.

Le petit bonhomme ou la petite fillette sont à peine levés, et à coup sûr, pas encore débarbouillés, que déjà ils tournent le bouton de l'appareil pour entendre leur programme préféré, et tout de suite ce sont des syllabes anglaises, des chansons anglaises qui, à travers l'espace, envahissent le domicile familial.

Plus tard, si le papa veut avoir des nouvelles nationales ou internationales, ou simplement des nouvelles des marchés financiers et agricoles, ou si la maman, seule à la maison veut se distraire en écoutant son programme favori, ce sera encore de l'anglais, toujours de l'anglais. Ce foyer, sanctuaire national, où ne résonnaient que des syllabes françaises, est maintenant envahi du matin au soir, grâce à la radio, par des programmes anglais, par des chansons anglaises, par de la propagande en anglais. C'est toute notre survivance nationale et religieuse dont la base était la famille qui est menacée. Je dis survivance nationale et reli-



gieuse parce que l'une ne va pas sans l'autre.

Nos familles canadiennes-françaises de l'Ouest ne demeureront catholiques qu'en autant qu'elles demeureront françaises, et les associations nationales des trois provinces des prairies sont convaincues que la langue est encore et toujours la plus sûre gardienne de la foi. Nous ne prétendons pas qu'il est nécessaire de parler le français pour être sauvé, mais nous savons par expérience que nos jeunes gens qui oublient leur langue maternelle sont beaucoup plus que les autres exposés à contracter des mariages mixtes qui, dans leurs ensemble, sont fatals à la foi catholique des conjoints et à celle de leurs descendants. C'est pourquoi les Canadiens français des provinces des prairies ont la conviction de remplir un devoir religieux en même temps qu'un devoir national en bataillant pour établir leurs postes français de radio.

Depuis quinze ans ils luttent pour obtenir des programmes français. Tout ce qu'on leur a accordé jusqu'ici, tout ce qu'ils ont actuellement, c'est environ une heure par jour, dix minutes par dix minutes ou quart d'heure par quart d'heure, et presque toujours à des heures non satisfaisantes, lorsque les enfants sont à l'école et les parents au travail.

Je n'accuse pas les membres du bureau des gouverneurs de Radio-Canada, ni le gérant général. Je veux croire qu'ils ont des idées larges et l'esprit juste, mais chaque bout de programme français qu'on nous accorde entraîne des crises d'hystérie chez certains groupes fanatiques de l'Ouest, et ce sont des tempêtes de protestation qui se

produisent. A la radio comme à l'école, ces messieurs et ces dames, parce que souvent ce sont des dames, considèrent que le français est une langue étrangère qui doit être traitée comme celle des Doukhobors ou des Chinois. Si les Canadiens-français pensent qu'ils sont chez eux, partout au Canada, ils se trompent, et s'ils veulent être sûrs de leur erreur qu'ils aillent faire une enquête auprès de certaines sectes de l'Ouest ou de l'Ontario.

Cependant, nos programmes de français ne gênent guère nos concitoyens de langue anglaise. Il existe peut-être quinze postes de radio dans l'Ouest, tous des postes anglais. Quand il y a des programmes français à Radio-Canada, tout ce que nos concitoyens d'autres races ont à faire, c'est de tourner un bouton pour entendre d'autres programmes anglais aussi intéressants que ceux de Radio-Canada. C'est donc de la mauvaise volonté évidente, un parti pris mesquin contre tout ce qui est français et je pourrais ajouter sans m'éloigner de la vérité, contre tout ce qui est catholique. Voilà des milieux dans lesquels il serait bon de prêcher la doctrine de l'unité nationale. Elle y est bien plus en danger que dans Québec.

Devant cette attitude et ayant épuisé au cours des quinze dernières années toute la série de démarches utiles, il ne restait plus à nos groupes de l'Ouest que deux possibilités. S'avouer vaincus, abandonner la lutte et attendre paisiblement en dormant une disparition nationale et religieuse qui s'en viendrait d'elle-même sans trop de souffrance — c'était la solution du moindre effort — ou bien

redresser la tête, s'imposer de nouveaux sacrifices et continuer la résistance en construisant leurs propres postes de radio.

Ceux qui depuis 25 ans ont suivi les luttes nationales de l'Ouest ne seront pas surpris d'apprendre que c'est la deuxième solution qui a prévalu. On ne veut pas nous donner de français à la radio, nous en prendrons, mais ils ne l'auront pas l'âme catholique et française de nos enfants.

Tout de suite des études furent commencées. Des techniciens évaluèrent le coût de construction et d'entretien des postes ainsi que les possibilités de revenus futurs. C'est une grosse entreprise. Un capital minimum de \$300,000 est nécessaire. Il ne s'agit pas de placement devant rapporter des dividendes financiers, mais de dons qui produiront au centuple des dividendes dans le domaine national et religieux.

En raison de l'immensité des provinces de l'Ouest, il faut quatre postes. Déjà, malgré des difficultés qu'on rencontre toujours en pareil cas, le permis pour le poste de St-Boniface a été obtenu et nous avons tout lieu d'espérer que dès cet automne, nos compatriotes du Manitoba entendront à travers l'espace des syllabes françaises, des prières en français irradiées par Radio St-Boniface. Plus tard, ce sera le tour des autres postes et d'ici quelques années à travers les trois provinces, ce sera du français qu'on entendra dans nos foyers canadiens grâce aux postes que Québec aura aidé à construire. Le petit bonhomme ou la petite fille ne partiront plus à l'école en fredonnant des chansons anglaises

entendues à la radio, mais des chansons françaises de M. l'abbé Gadbois, de Lariou ou de Botrel irradiées par Radio Gravelbourg, Radio St-Boniface, Radio Prince-Albert ou Radio Enmonton.

Mais pour réaliser ce projet grandiose, les minorités canadiennes-françaises des provinces de l'Ouest ont besoin de l'aide financière de Québec. Groupes d'avant-garde, elles ont supporté sans se plaindre et sans défaillance le poids de toutes les luttes. Elles ont ajouté à notre histoire des pages bien dignes de celles qui furent écrites sur les rives du St-Laurent, mais devant l'énormité des capitaux nécessaires à la solution de ce nouveau problème, elles ploient sous le fardeau, et les yeux tournés vers le vieux Québec, elles lui demandent une assistance que Québec ne refusera pas.

Les 150,000 Canadiens-français des provinces des prairies ont déjà souscrit et payé \$150,000. C'est la preuve qu'ils tiennent à leurs postes de radio et ils y tiennent parce qu'ils les savent indispensables.

Le Comité Permanent de la Survivance française s'est engagé au nom de Québec à fournir les \$150,000 qui manquent encore pour former les \$300,000 nécessaires. Partout, dans tous les diocèses de la province une souscription à cet effet est en voie d'organisation.

Les Évêques canadiens-français de Québec, répondant avec empressement à la demande des Évêques de langue française de l'Ouest, ont autorisé cette souscription et l'encouragent de toute leur influence.

La province de Québec, j'en suis sûr, répondra avec générosité à l'appel qui lui est adressé. Nous sommes généreux pour les Missions et nous avons raison de l'être, mais nous devons être bien plus généreux encore pour ceux de là-bas, qui sont de notre race, de notre sang; pour les nôtres enfin, qui en pleine Confédération Canadienne, doivent **lutter** chaque jour pour garder le droit de parler français. Il faut que chaque paroisse s'organise et que chacun fasse sa part. Il ne s'agit pas d'une œuvre de charité de laquelle on se débarrasse en donnant un \$0.25. Les Canadiens-français de l'Ouest ne viennent pas mendier. Ils nous demandent de contribuer à une œuvre de survivance nationale dans laquelle autant qu'eux nous sommes intéressés. Certes les \$0.25 de l'enfant sont acceptés, et les magnifiques souscriptions des élèves du Collège de l'Assomption et du Séminaire de Sainte-Thérèse ont autant de valeur aux yeux de nos frères de l'Ouest que les somptueuses souscriptions de gens plus riches, mais il faut autre chose que des \$0.25 pour atteindre un objectif de \$150,000 ou \$200,000. C'est pourquoi j'espère que les familles plus fortunées n'hésiteront pas à souscrire des \$25, des \$100. et même des \$500. lorsqu'elles en sont capables sans trop surcharger leur budget.

Il faut que partout des Comités de souscription soient formés, et qu'aucune limite ne soit imposée à la générosité des nôtres. Encore une fois, il ne s'agit pas d'une quête, mais d'une souscription, ce qui n'est pas la même chose.

Il faut que nous prouvions par des actes, la solidarité de toute la race sur le terrain national et religieux. Si nous sommes divisés sur des questions secondaires, sachons nous prouver à nous-mêmes que nous sommes capables de nous unir autour des questions essentielles.

Les 700,000 Canadiens-français et Acadiens qui sont dispersés à travers les provinces anglaises constituent les avant-gardes de la race. Ce sont ces groupes qui portent au loin l'influence catholique et française et préservent Québec de l'isolement.

La capitulation ou la disparition de l'un d'eux équivaldrait à une catastrophe nationale de première grandeur, affecterait la race tout entière, et plus spécialement la province de Québec.

Les minorités de l'Ouest sont aujourd'hui menacées, il nous appartient dans Québec de nous porter à leur secours non pas avec des cents, mais avec des piastres.

Plus tard, bientôt quand nous entendrons dire que dans l'Ouest les catholiques de langue française éparpillés dans des districts de langue anglaise, loin des écoles françaises et des églises catholiques, écoutent à la radio des prières en français et des leçons d'instruction religieuse ... Quand nous entendrons dire qu'ils participent avec tout leur cœur à des cérémonies religieuses irradiées par nos postes de radio française. Quand nous entendrons dire que tous nos gens de l'Ouest, groupés ou non dans leurs paroisses, eux qui ont tant lutté, ont leurs programmes français de radio... Quand nous entendrons dire que

514559

dans le pays de La Vérendrye des syllabes françaises, des prières françaises montent à travers l'espace jusqu'au ciel, nous aurons le droit d'éprouver une légitime fierté parce que c'est nous, par nos généreuses souscriptions, qui auront rendu cela possible.

•

Radio-Ouest-Française

•

CAMPAGNE DE SOUSCRIPTION

Objectif : \$ 150,000



**Comité Permanent de la Survivance
Française en Amérique**

Université Laval

Québec

RADIO-OUEST-FRANCAISE

PATRONAGE

Son Éminence le Cardinal Villeneuve

Nos seigneurs les Archevêques et Évêques
de langue française du Canada



SECRÉTARIATS GÉNÉRAUX

Comité de la Survivance Française

Université Laval — Québec

tél.: 2-2601



Comité de Radio-Ouest-Française

Édifice de La Sauvegarde,

152 rue Notre-Dame Est, Montréal

tél.: HARbour 7221

MONTRÉAL